



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---

#### Aménagement d'un plateau de consultation médicale au RDC d'un immeuble résidentiel

---

Date et heure limites de réception des offres :

16 octobre 2025 à 16:00

Pouvoir adjudicateur :

**Centre Hospitalier Alpes Léman**  
**Etablissement support du GHT Léman - Mont-Blanc**  
558 route de Findrol  
BP 20500  
74130 CONTAMINE SUR ARVE

Maître d'ouvrage :

**Centre Hospitalier Alpes Léman**  
558 route de Findrol  
BP 20500  
74130 CONTAMINE SUR ARVE

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation.....	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation .....	3
1.5 - Nomenclature .....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Conditions de la consultation .....	5
2.1 - Délai de validité des offres .....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes.....	5
2.4 - Variantes exigées .....	5
2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
3 - Les intervenants.....	5
3.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage .....	5
3.2 - Maîtrise d'œuvre .....	6
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	6
3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	6
3.5 - Contrôle technique .....	6
3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
4 - Conditions relatives au contrat .....	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
5 - Contenu du dossier de consultation.....	7
6 - Présentation des candidatures et des offres .....	7
6.1 - Documents à produire .....	7
6.2 - Présentation des variantes exigées .....	9
6.3 - Visites sur site .....	9
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	10
7.1 - Transmission électronique.....	10
7.2 - Transmission sous support papier.....	11
8 - Examen des candidatures et des offres .....	11
8.1 - Sélection des candidatures .....	11
8.2 - Attribution des marchés.....	11
8.3 - Suite à donner à la consultation .....	12
9 - Renseignements complémentaires .....	13
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	13
9.2 - Procédures de recours.....	13

## 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Aménagement d'un plateau de consultation médicale au RDC d'un immeuble résidentiel

Le titulaire du contrat est informé que le Centre Hospitalier Alpes Léman, établissement support du GHT Léman Mont Blanc, passe le contrat dans le cadre de sa compétence légale (article L.6132-2-5°a) du code de la Santé Publique), mène la procédure de passation et signe le contrat y compris la passation d'éventuels avenants pour son compte. En tant que maître d'ouvrage, il est par ailleurs responsable de l'exécution du contrat.

Lieu(x) d'exécution :

L'immeuble est situé à l'angle de l'avenue Emile Zola, de la rue du Môle et de l'avenue de la gare à Annemasse (74100).

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

La mention de marque éventuelle dans les documents de la consultation, a pour seul objet de fixer un niveau d'exigence ou de comptabilité avec l'existant le cas échéant. Cela s'entend ou équivalent / similaire. Les produits proposés devront donc être de qualité équivalente ou similaire, dans certains cas être compatibles avec l'existant.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

La présente procédure concerne les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	Chauffage, rafraichissement
02	Ventilation
03	Plomberie, installations sanitaires
04	Electricité, courants forts et faibles
05	Cloisons, doublage, faux plafonds, flocage
06	Chape
07	Carrelages, faïence
08	Menuiseries intérieures
09	Peintures
11	Stores

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Les lots suivants sont traités à part selon l'article R2122-8 du Code de la commande publique.

10	Mobilier
12	Protections murales
13	Vitrophanie

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45400000-1	Travaux de parachèvement de bâtiment
45300000-0	Travaux d'équipement du bâtiment

Lot(s)	Code principal	Description
01	45315000-8	Travaux d'installation de chauffage électrique et d'autres équipements électriques de bâtiment
02	45331210-1	Travaux d'installation de ventilation
03	45332400-7	Travaux d'installation d'appareils sanitaires
03	45332000-3	Travaux de plomberie et de pose de conduits d'évacuation
04	45311000-0	Travaux de câblage et d'installations électriques
05	45421141-4	Travaux de cloisonnement
05	45421146-9	Mise en place de plafonds suspendus
05	45320000-6	Travaux d'isolation
06	45262321-7	Travaux de chape
07	45430000-0	Revêtement de sols et de murs
08	45421000-4	Travaux de menuiserie
09	45442100-8	Travaux de peinture
11	45421143-8	Travaux d'installation de stores

### 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 5 mois à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante libre n'est autorisée.

### 2.4 - Variantes exigées

Aucune variante n'est exigée.

### 2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot(s)		Code	Intitulé
01	Chauffage, rafraichissement	PSEO 1.1	Mono-Split Local Serveur
01	Chauffage, rafraichissement	PSEO 1.2	Système Thermodynamique Avec Deux Unités Extérieures Indépendantes
04	Electricité, courants forts et faibles	PSEO 4.1	Groupe extérieur de la PAC
04	Electricité, courants forts et faibles	PSEO 4.2	Portier et contrôle d'accès rue Emile Zola
04	Electricité, courants forts et faibles	PSEO 4.3	Lecteur de badges
05	Cloisons, doublage, faux plafonds	PSEO 5.11	Doublage Placo BA13 Murs BA pour recevoir finition Toile de verre et Peinture ( finition hors lot)
07	Carrelages, faïence	PSEO 7.7	Fourniture et pose de plinthes
08	Menuiseries intérieures	PSEO 8.4	Plinthes Mdf pré peintes hydrofuges
09	Peintures	PSEO 9.5	Toile de verre + Peinture (Murs BA)
09	Peintures	PSEO 9.6	Préparation du support (Murs BA) et enduit décoratif (Murs BA)
09	Peintures	PSEO 9.7	Peinture de finition pour plinthe MDF

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

## 3 - Les intervenants

### 3.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistant à maîtrise d'ouvrage assiste le maître d'ouvrage pour les lots 1 à 4 :

ARIA FLUIDES

33, allée Galilée – 74700 SALLANCHES

Les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour ces lots sont les suivantes :

Calcul réglementaire Bbio + RT2012 hors ACV

Etudes techniques de conception

Assistance à l'analyse des offres des entreprises  
Suivi technique de chantier

### **3.2 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### **3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### **3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie**

Sans objet.

### **3.5 - Contrôle technique**

Le contrôleur technique est :

ALPES CONTRÔLES

Agence de Bonneville - 644 avenue du Môle - 74130 AYZE

Missions confiées : ATHAND - HAND - L - LE - SEI

### **3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

ALPES CONTRÔLES

Agence d'Annecy

3 Bis, Impasse des Prairies - PAE Les Glaisins - ANNECY-LE-VIEUX - 74940 ANNECY

## **4 - Conditions relatives au contrat**

### **4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des lots est de 6 mois (congrés payés compris, période de préparation comprise, réception comprise) à compter de l'ordre de service de démarrage. Le démarrage prévisionnel est fixé au 17/11/2025.

Le délai d'exécution propre à chaque lot est défini dans le calendrier détaillé d'exécution et respecte le délai global d'exécution.

### **4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Financement sur fonds propres selon les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent bénéficier sous condition d'éligibilité de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### **4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cadre du mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat
- Les plans
- L'attestation de visite
- Le PGCS
- Le RICT
- Dossier photographique du local existant

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Non
Le cadre de réponse technique précisant les dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat et traitant des points suivants : <b><u>1- Méthodologie, Organisation des études et travaux :</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Déroulé des phases de travaux</li> <li>- Modalités de gestion des accès, flux, installations, et coactivités</li> <li>- Modes opératoires, garanties de sécurité et qualité</li> <li>- Modes et garanties d'anticipation des aléas et imprévus</li> <li>- Modalités de prise en compte de la répartition des responsabilités</li> <li>- Méthodes de validation des documents</li> </ul> <b><u>2- Moyens humains et matériels affectés spécifiquement au chantier :</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Précision de l'équipe chantier : organigramme, fonctions, garantie de présence, détails des profils clés (CV ou fiches de poste, ...)</li> <li>- Moyens matériels utilisés propre au chantier : liste, calendrier et garantie de mise à disposition et adéquation aux tâches attendues</li> </ul> <b><u>3- Dispositions arrêtées par l'entreprise en matière de santé, sécurité, nuisances et gestion des déchets de chantiers :</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mesures de prévention des risques : principes, organisation sécurité, mesures spécifiques</li> </ul>	Non



<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mesures prises pour la limitation des nuisances : poussières, bruit, circulation, communication avec les riverains</li> <li>- Dispositions pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de l'évacuation des déchets de chantier : tri, évacuation, filières agréées, objectifs de valorisation</li> </ul>	
<b>4- Qualité technique de l'offre, matériaux, environnement :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation des matériaux proposés : nature, performances y compris environnementale, labels et certifications éventuels</li> <li>- Justification de la pertinence des matériaux proposés</li> </ul>	
<b>5- Phasage et Calendrier détaillé d'exécution des études et travaux proposé s'inscrivant dans le délai global du chantier</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse du planning prévisionnel fourni : identification des risques, points critiques, marges de manœuvre</li> <li>- Propositions d'ajustements, optimisation, phasages plus pertinents ou performants</li> </ul>	
Annexe 1 au cadre de réponse technique : attestation de visite	Non
Annexe 2 au cadre de réponse technique : Les fiches techniques correspondant aux produits, matériaux proposés par le candidat	Non
Annexe 3 au cadre de réponse technique : calendrier détaillé propre au lot	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les tâches que l'acheteur souhaite faire effectuer exclusivement par le titulaire du contrat sont indiquées au cahier des charges.

## 6.2 - Présentation des variantes exigées

Les candidats présenteront un dossier général "variantes exigées" comportant un sous-dossier pour chacune de ces prestations. **Chaque prestation sera chiffrée dans l'acte d'engagement, en complément de l'offre de base et présentée techniquement spécifiquement pour chaque élément du cadre de réponse technique qui différerait de l'offre de base.**

## 6.3 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Référent visites : Les candidats devront prendre rendez-vous au préalable par écrit auprès de :  
Natacha MEGEVAND - Architecte - Responsable de Projets  
Tel : 04 50 82 28 93  
Mail : [nmegevand@ch-alpes-leman.fr](mailto:nmegevand@ch-alpes-leman.fr)

Il est précisé que les visites pourront être groupées.

Le nombre de personne maximum par candidat autorisé à effectuer la visite est fixé à 2 personnes.

**Il est rappelé que les questions des entreprises devront être posées via le profil acheteur dans les conditions précisées à l'article 9 du présent règlement de consultation.**

Une attestation de visite sera remise à l'occasion de la visite qui devra être produite à l'appui de l'offre.

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

**LORS DU DEPOT, LE CANDIDAT DOIT IMPERATIVEMENT RENSEIGNER SUR LE PROFIL D'ACHETEUR UNE ADRESSE MAIL VALIDE PENDANT TOUTE LA DUREE DE LA CONSULTATION ;**

**CELLE-CI PERMETTRA AU POUVOIR ADJUDICATEUR LA TRANSMISSION DE TOUTE INFORMATION, LES DEMANDES COMPLEMENTAIRES DE TOUTE NATURE (REGULARISATION LE CAS ECHEANT, TENEUR DE L'OFFRE, ...), NOTIFICATION DE DOCUMENTS, DECISION, ...**

**LE CANDIDAT FERA SON AFFAIRE DE TOUT PARAMETRAGE DE SA MESSAGERIE (SPAMS, INDESIRABLES, ...) ET FERA PREUVE DE TOUTE DILIGENCE DANS LA CONSULTATION DES ECHANGES PRODUITS SUR LE PROFIL D'ACHETEUR.**

**IL NE POURRA EMMETTRE AUCUNE RECLAMATION SUR CE POINT S'IL VENAIT A NE PAS PRENDRE CONNAISSANCE D'UN QUELCONQUE ECHANGE.**



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

### 7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**Centre Hospitalier Alpes Léman  
Cellule juridique des contrats  
558 route de Findrol  
BP 20500  
74130 CONTAMINE SUR ARVE**

Aucun format électronique n'est imposé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Dans ce cadre les limites sont :

- Formats de fichiers envoyés ne pourront être que : .doc ou .docx / .ppt / .xls ou .xlsx / .rtf / .pdf
- Ne pas utiliser certains formats notamment les .exe et les formats vidéo
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les macros
- Traiter avec un anti-virus la charge du candidat l'ensemble des fichiers transmis

La taille maximum souhaitée pour un pli électronique est de 15 Mo.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **7.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# **8 - Examen des candidatures et des offres**

## **8.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## **8.2 - Attribution des marchés**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres (les caractéristiques des offres variantes seront analysées dans le cadre des critères ci-dessous en comparaison avec les caractéristiques de l'offre de base) sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1- Prix des prestations	50.0 %
2- Valeur technique : Au vu du cadre de réponse technique, chaque onglet du cadre de réponse technique ayant une pondération identique	40.0 %
3-Pertinence du planning prévisionnel du candidat et des informations associées	10.0 %

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### 8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec tout ou partie des candidats. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

En cas de négociation, le Pouvoir Adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes, la possibilité d'écarter les candidats sélectionnés au fur et à mesure de l'avancement des négociations étant réservée au pouvoir adjudicateur.

Il se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra donner lieu à échanges de mails ou télécopies ou courriers. Le champ de la négociation pour chacune des offres pourra porter sur tous points d'ordre financier, administratif ou technique, et tiendra compte, le cas échéant et dans le principe du respect d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

Mise au point : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une mise au point du marché avec le titulaire. Conformément à la réglementation en vigueur, cette mise au point ne pourra intervenir que si les modifications en découlant ne remettent nullement en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières, du marché ainsi que les conditions initiales de la mise en concurrence. Cette mise au point donnera lieu à l'établissement d'un écrit qui sera annexé à l'offre, l'ensemble constituant l'acte d'engagement au sens de l'article R. 2152-13 du Code de la commande publique.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## 9 - Renseignements complémentaires

### 9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### 9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 place de Verdun

BP 1135

38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 51 89 44

Courriel : [greffe.ta-grenoble@juradm.fr](mailto:greffe.ta-grenoble@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 place de Verdun

BP 1135

38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 51 89 44

Courriel : [greffe.ta-grenoble@juradm.fr](mailto:greffe.ta-grenoble@juradm.fr)